



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Immigration

Question au Gouvernement n° 1294

Texte de la question

IMMIGRATION

Mme la présidente . La parole est à M. Alexandre Allegret-Pilot.

M. Alexandre Allegret-Pilot . Si marcher sur la tête était un sport, la France serait championne du monde. Un ressortissant congolais a obtenu le statut de réfugié en Grèce ; ce dernier pays est donc tenu d'assurer ses droits sociaux et sa protection. Mais comme les Français, grands seigneurs malgré eux, offrent une couverture santé bien meilleure, ce ressortissant pourra soigner sa maladie mentale gratuitement, en France. *(Exclamations sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, EcoS et GDR.)* On sait comment ce genre d'histoire finit trop souvent : en fait divers.

Quand je dis « gratuitement », entendez : aux frais du contribuable. De toute façon, nous payons déjà ses frais d'avocat. C'est ça, le pays des droits de l'homme ; c'est ça, l'Union européenne – il faut croire. Le Français est désormais moins riche que la moyenne des Européens, mais il finance gracieusement les soins des réfugiés accueillis par ses propres voisins. C'est quand même merveilleux ! *(Mme Géraldine Grangier applaudit.)*

M. Benjamin Lucas-Lundy . C'est pas drôle, guignol !

M. Alexandre Allegret-Pilot . Entre complexe du sauveur et suicide budgétaire et civilisationnel, rappelons trois faits : un tiers des personnes âgées renoncent à se soigner faute de moyens ;...

M. Julien Odoul . Eh oui !

M. Alexandre Allegret-Pilotneuf millions de Français vivent dans un désert médical alors que leur pays est celui du monde dans lequel on paie le plus d'impôts ;...

M. Erwan Balanant . En soignant les autres, on se soigne aussi !

M. Alexandre Allegret-Pilotenfin, 16 % de la population vit sous le seuil de pauvreté – ce chiffre atteint 24 % dans ma circonscription, c'est abyssal.

M. Benjamin Lucas-Lundy . C'est de votre faute !

M. Alexandre Allegret-Pilot . Quelle est votre solution ? Importer le tiers-monde. Il n'y a aucun doute : cela va stopper notre déclin. La santé, la sécurité et le pouvoir d'achat des Français attendront. Il y a 7 millions de réfugiés dans l'Union européenne et 600 000 en France ; on compte 1 million de nouvelles demandes d'asile chaque année. Comptez 3 milliards d'euros pour financer ce petit shopping sanitaire qui s'aggrave. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDR et sur plusieurs bancs du groupe RN.)*

M. Benjamin Lucas-Lundy . Ces propos sont honteux !

M. Alexandre Allegret-Pilot . L'Espagne s'apprête à régulariser 500 000 clandestins : bingo, vous venez de leur envoyer un petit faire-part en papier glacé, avec l'argent du contribuable !

M. Karim Ben Cheikh . C'est honteux !

M. Alexandre Allegret-Pilot . La France, c'est buffet à volonté : ne vous inquiétez pas, c'est Nicolas qui paie ! Nous sommes si généreux, si supérieurs, si bons. (*Mme Christine Arrighi et M. Raphaël Arnault s'exclament.*) Ma question au ministre de l'intérieur est donc la suivante : que dites-vous à tous ces Français qui triment et qui se saignent aux quatre veines pour financer des largesses dont ils ne bénéficient jamais ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDR et sur plusieurs bancs du groupe RN.*)

Mme Danielle Simonnet . C'est une honte pour la République de parler ainsi !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nuñez, ministre de l'intérieur . En trois points, une petite leçon pour vous apprendre la vie, à propos de sujets dont vous parlez avec beaucoup d'arrogance mais dont vous ne connaissez rien ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, SOC et Dem. – Mme Dominique Voynet applaudit aussi. – Vives exclamations sur les bancs du groupe UDR et sur plusieurs bancs du groupe RN.*)

Premièrement, s'agissant de la décision du Conseil d'État à laquelle vous faites allusion : effectivement, un citoyen congolais était réfugié en Grèce et a demandé à bénéficier d'un titre de séjour pour soins. Il se trouve que la préfecture a commis une petite erreur : elle a voulu comparer le régime dont il bénéficiait non pas avec le pays d'origine mais avec la Grèce. Cependant, il s'agit d'une erreur de forme, que le Conseil d'État a sanctionnée, pas d'une erreur de fond – car dans ce genre de situation, le titre de soins est refusé.

Deuxième erreur que vous commettez : il n'y a pas de shopping sanitaire ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, SOC et Dem.*) Nous avons une aide médicale de l'État, qui vise à éviter des crises sanitaires et qui bénéficie à 450 000 personnes, pour un coût de 1,3 milliard d'euros.

M. Laurent Jacobelli . Sur le dos des Français, bravo !

M. Laurent Nuñez, ministre . Troisième petite leçon, le titre de séjour pour soins dont vous parlez connaît une baisse continue. Savez-vous que 16 % des demandeurs seulement se trouvent à l'étranger et que la plupart sont présents sur le territoire national ? Ces derniers bénéficient d'un titre et, lorsqu'ils en demandent le renouvellement, font valoir une maladie grave pour obtenir un titre de séjour pour soins.

Voilà les trois points de la petite leçon que je voulais vous adresser en matière de droit au séjour ! Arrêtez donc de raconter n'importe quoi ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, SOC, Dem et GDR ainsi que sur quelques bancs du groupe HOR.*)

M. Laurent Jacobelli . Vous êtes de gauche !

Mme Ayda Hadizadeh . Et vous, des menteurs !

Mme la présidente . La parole est à M. Alexandre Allegret-Pilot.

M. Alexandre Allegret-Pilot . Ma réponse tiendra, elle, en un seul point : l'AME est si nécessaire qu'elle n'existe que chez nous ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

Données clés

Auteur : [M. Alexandre Allegret-Pilot](#)

Circonscription : Gard (5^e circonscription) - Union des droites pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1294

Rubrique : Immigration

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 11 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 février 2026